

Un master pour les imams

CULTES Les conclusions d'un rapport commandé par Marcourt

- ▶ Le ministre Jean-Claude Marcourt a commandé un rapport sur la faisabilité d'une formation pour les imams en Belgique.
- ▶ Le document final n'est pas encore rendu public mais en voici les grandes lignes.

L'histoire commence sur un air de roman d'espionnage, dont le nom serait « Le rapport secret du ministre Marcourt ». Le député Ecolo Stéphane Hazée a vent d'un rapport commandé en 2013 par le ministre de l'Enseignement supérieur. Cette recherche, déléguée à l'équipe de Marco Martiniello, président du Cedem, Centre d'études de l'ethnicité et des migrations de l'ULg, doit évaluer la possibilité de mettre en place une formation des cadres musulmans en Belgique : imams, mais aussi professeurs de religion ou conseillers en prison. Plus d'un an plus tard, pas de traces de ce rapport... Les chercheurs l'ont bien remis au Cabinet du ministre le 30 juin dernier, mais n'ont jamais été convoqués.

Le suspense s'arrête là. Stéphane Hazée introduit une question écrite à l'adresse du ministre, qui lui répond quelques semaines plus tard, et, contacté par notre rédaction, nous transfère, en exclusivité, cette note.

En réalité, le chercheur Jean-François Husson (ULg) avait déjà mené deux études sur le sujet pour la Fondation Roi Baudouin en 2004 puis en 2007, avant

celle-ci. C'est que, si la Déclaration de politique communautaire ne compte pas une ligne sur le sujet, contrairement aux précédentes, l'ambition de former les imams en Belgique est loin d'être neuve. Cela fait en effet des années que le problème des imams « importés », très éloignés de la réalité belge et diffusant un islam parfois targué de conservatisme, revient fréquemment à la une de l'actualité. A l'heure actuelle, il n'existe aucune structure publique chargée de former les imams ou les professeurs de religion islamique.

De ce nouveau rapport ressortent donc trois « pistes » sans qu'une ne soit présentée préférentiellement. Il s'agirait soit de mettre en place un master universitaire, qui doit donc, selon le décret « Paysage » de Marcourt, impliquer les différentes universités, soit de créer une Faculté de théologie islamique, à l'instar de la Faculté de théologie protestante, ou encore de reconnaître

Le programme comprendrait des volets religieux, sociétaux, civiques... voire des cours de français

des diplômes étrangers... Mais pour accepter des équivalences de diplômes, il faut que ce diplôme existe en Belgique aussi...

Le ministre Marcourt, dans sa réponse au député, semble privilégier la première piste. Il s'agirait donc de mettre en place « un master universitaire interdisciplinaire en étude de l'islam ».

Cette formation devrait être organisée par les différentes universités francophones. Une des conditions *sine qua non* de réus-

site serait d'impliquer les communautés musulmanes, « sans déroger à la liberté académique » cependant. Quant au programme, il comprendrait différents volets : enseignement religieux, formation sociétale et civique, voire cours de français pour les non-francophones. Enfin, la constitution d'un Institut d'étude de l'islam est envisagée pour coordonner la formation.

Vaste programme donc qui a, selon le ministre, des objectifs multiples : en formant les cadres religieux, il s'agit tout à la fois d'assurer la « qualité de l'assistance morale et religieuse » aux citoyens de confession musulmane, mais aussi de prévenir le radicalisme et d'encourager le vivre-ensemble.

Concrètement, tout reste à faire. Place à la concertation, car, précise le ministre, il faudra un consensus de tous les acteurs... Et ce n'est pas gagné ! On sait que les communautés musulmanes sont particulièrement complexes, avec des sensibilités parfois très différentes. Et du côté des universités, la désignation de l'ULg, déjà, avait fait jaser. L'UCL, qui s'estime pionnière dans la matière et qui, par ailleurs, a proposé pendant cinq ans une formation de théologie islamique avant de devoir l'arrêter faute de moyens, n'a que modérément apprécié. Le parcours risque donc encore d'être long et semé d'embûches avant qu'une véritable formation pour les imams voie le jour en Belgique. Le ministre devrait présenter le rapport prochainement et lancer les premières concertations... ■

ELODIE BLOGIE

FOIRE MUSULMANE**Les organisateurs furieux**

Alors que le ministre Marcourt invite à un débat paisible sur la formation des imams, le climat du côté de la Foire musulmane l'est moins. Les organisateurs ont réagi vivement, par communiqué, à l'interdiction de territoire décidée à l'encontre du prêcheur koweïtien Tareq Al Suwaidan. Ils s'estiment « victimes d'une récupération politique ». Ils réaffirment que Tareq Al Suwaidan ne constitue pas une menace pour l'ordre public, rappellent les ex-

cuses présentées par celui-ci, et déplorent ne pas avoir été consultés par les décideurs, « plus enclins à relayer les arguments de nos détracteurs », pointe le communiqué. « La décision de nos politiques, statuant dans l'empressement, sous la pression médiatique, constitue un acte manqué face au mea culpa de M. Al Suwaidan », estiment les organisateurs, qui n'hésitent pas à glisser ensuite : « Son message d'excuses semble n'avoir pas trouvé une oreille aussi attentive que les excuses données par Theo Francken pour ses propos haineux. »

Aux yeux des organisateurs,

la décision prise par le fédéral témoigne « du peu de considération que nos décideurs accordent aux organisations musulmanes ».

La Ligue des musulmans de Belgique, chef d'orchestre de l'événement, rappelle néanmoins son attachement au dialogue et à l'ouverture. Ils terminent en invitant tous les Belges à prendre part à l'événement : « La Foire constitue le lieu de rendez-vous idéal pour aller à la rencontre de la diversité des musulmans de Belgique. C'est pourquoi, l'invitation reste adressée à l'ensemble de la population belge. »

E.B.L.

« Un sujet lourd qui mérite un débat paisible »

ENTRETIEN

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, affirme qu'il présentera le rapport au parlement « avant la fin de l'année ».

Pourquoi ce rapport n'est-il pas encore rendu public ?

Ce rapport est arrivé en fin de législature. Or, un élément comme celui-là demande un vrai débat de fond : il était préférable de se donner un peu de temps. C'est un sujet lourd qui répond à une réelle attente du monde musulman et mérite un débat paisible.

Il n'y a pas une ligne à ce sujet dans l'accord de gouvernement. Est-ce une priorité ?

C'est une priorité pour moi, tout à fait, d'évoluer sur le dossier et de former les imams de notre communauté. Nous voulons un islam de Belgique et non un islam importé. Je n'ai pas d'explication sur l'absence de ce point dans l'accord de gouvernement, mais il ne faut pas toujours chercher des explications là où il n'y en a pas.

Le rapport présentait plusieurs pistes, dont la création d'une Faculté de théologie islamique ou la reconnaissance de diplômes étrangers. Ce n'est pas ce que vous privilégiez...

Ce rapport est un document de qualité qui nous donne un très bon état des lieux, nous devons maintenant le faire vivre. Et en effet, il nous semble qu'une formation universitaire est une des meilleures voies.

Un consensus entre les universités risque d'être compliqué :

L'UCL n'a que moyennement apprécié la désignation de l'ULg...

J'ai l'habitude des situations compliquées ! Il y avait de la part du monde musulman un souhait que ce travail soit mené de façon neutre par une université non connotée, ce qui n'enlève rien aux capacités de l'UCL et de l'ULB. Je regretterais que des frustrations empêchent la mise en place du projet. Nous devons maintenant travailler ensemble dans la sérénité.

L'intervention de l'Etat dans la formation religieuse ne risque-t-elle pas d'engendrer un jeu de dominos sur les autres cultes ? La formation catholique est tout à fait indépendante...

Je ne pense pas car ce sont des réalités et des structures différentes. En tant que laïc, j'ai eu beaucoup de mal à accepter de collaborer à l'établissement de la structure d'une religion. Est-ce le rôle de l'Etat ? Nous avons eu ce débat au moment de la constitution de l'Exécutif des Musulmans de Belgique. Et la réponse était « oui, car c'est un souhait des musulmans eux-mêmes ».

Y aura-t-il un budget pour créer ce nouvel institut ?

Nous ne voulons pas créer des structures supplémentaires qui coûtent. Cet institut aurait pour objectif de rassembler les différentes universités. Pour notre population et pour notre société, c'est un sujet important et il faut pouvoir programmer les moyens. J'ai la volonté d'aboutir, tout en étant économe, que ce soit en 2015 ou en 2016... ■

Propos recueillis par

E.B.L.